

Présidentielle 2022 : immigration, les programmes des candidats à la loupe

Par Nathalie Birchem, le 28/3/2022 à 05h29

L'arrivée d'Éric Zemmour dans le débat présidentiel a rendu plus audibles encore les thèses d'extrême droite. La thématique du « grand remplacement » relègue dans l'ombre toute proposition appelant à plus d'humanité dans l'accueil des migrants. Élysée 2022 : le choc des programmes (1/10).



Depuis au moins trente ans, l'immigration, sujet archétypal du clivage gauche-droite, est un thème phare des campagnes électorales, en France comme ailleurs en Europe. Cependant, jamais peut-être avant cette présidentielle 2022, le sujet n'avait été aussi prégnant dans le débat, du moins jusqu'à ce que le pouvoir d'achat et l'Ukraine ne s'imposent.

Plusieurs facteurs contribuent à cette prééminence. La part des immigrés dans la population d'abord, qui a augmenté (de 7,3 % en 1999 à 10,3 % en 2021), une hausse qui s'explique par le mouvement historique de mondialisation de nos sociétés. Surtout, « *il y a indiscutablement une droitisation du discours politique sur l'immigration, analyse François Gemenne, enseignant à Sciences Po (1). Sur cette thématique, c'est désormais non plus la droite mais l'extrême droite qui impose le vocabulaire. Quant à la gauche, elle ne porte pas de projet alternatif et se retrouve cantonnée dans une posture défensive* ».

« Éric Zemmour a repoussé les frontières du dicible »

Ce déplacement vers l'extrême droite du centre de gravité du débat se produit « *alors que, quand on sonde les*

Français sur ce qui menace l'identité de la France, explique Frédéric Dabi, directeur général opinion du groupe Ifop, ils citent en premier lieu l'affaiblissement économique, la désindustrialisation, le chômage ou encore la dette, bien avant l'immigration ».

La présence dans la course pour le second tour non plus seulement de Marine Le Pen mais aussi d'Éric Zemmour est décisive dans ce glissement. Condamné plusieurs fois « *pour provocation à la haine* », par exemple en assimilant les mineurs étrangers à « *des voleurs, des violeurs, des assassins* », il prône désormais la « *remigration* » de près de 100 000 « *étrangers dont on ne veut plus* » (clandestins, délinquants, criminels et fichés S) par an.

« *Éric Zemmour a repoussé les frontières du dicible, c'est un racisme décomplexé, estime Vincent Tiberj, chercheur à Sciences Po Bordeaux. Alors qu'auparavant, il n'était pas possible de tenir de tels propos à la télévision, désormais, l'éclatement du paysage médiatique et l'apparition de chaînes qui ne parlent qu'à une fraction de l'opinion aboutissent à la possibilité de libérer une parole qui, il y a dix ans, aurait suscité la réprobation.* »

« *C'est la nature de la démographie d'évoluer* »

C'est ainsi que le « *grand remplacement* », théorisé par l'essayiste Renaud Camus et défendu par Éric Zemmour, est devenu une expression phare de la campagne. « *Le grand remplacement, c'est l'idée que la population d'un pays donné va être remplacée en un temps très rapide, d'ici à deux générations, par une population extraeuropéenne, et cela de façon organisée par des élites qui y trouvent un intérêt* », résume François Gemenne, qui rappelle que « *c'est la nature de la démographie d'évoluer du fait des mélanges de population, mais penser que, parce que l'immigration augmente, les Français de souche vont être remplacés d'ici à 2050 est complètement délirant.* »

→ EXPLICATION. Présidentielle 2022 : avec la « remigration », Éric Zemmour radicalise son discours

Dans son dernier livre (2), le démographe Hervé Le Bras montre que, en extrapolant les tendances actuelles des arrivées sur le sol français, conjuguées à la fécondité des immigrés et leurs descendants et aux unions mixtes, on passerait de 80,4 % de population « *d'origine purement non immigrée* » aujourd'hui à 76,6 % en 2050.

Les propositions de la gauche ne sont pas débattues

Face à ce thème qui cannibalise le débat, seul Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) promeut une vision positive d'une société multiculturelle, en mettant en avant la « *créolisation* », terme inventé par l'écrivain martiniquais Édouard Glissant. « *Quel que soit notre genre, quelle que soit notre couleur de peau ou notre religion, explique Jean-Luc Mélenchon, nous sommes appelés à nous aimer. Et alors, nous mettons en commun nos goûts et nos cultures. C'est cela, la créolisation. La créolisation est l'avenir de l'humanité.* »

→ EXPLICATION. Schengen, immigration : ce que proposent les candidats à la présidentielle

Mais « *la gauche ne parvient pas à imprimer l'agenda* », constate François Gemenne. La création d'un « *statut de détresse environnementale* » souhaité par le leader de LFI ne provoque pas de réaction. Et les appels de Jean-Luc Mélenchon, Yannick Jadot ou Fabien Roussel à régulariser les sans-papiers qui travaillent ou ont des enfants en France ne sont pas débattus. Ni même les appels de l'ensemble des candidats de gauche à plus d'humanité dans l'accueil des migrants.

Quant à Emmanuel Macron, entré en campagne à la mi-mars, il se contente essentiellement de proposer un durcissement de sa politique, visant notamment à rendre plus effectives les expulsions, après un premier mandat déjà tourné davantage vers la répression que vers l'accueil. Dans le programme présenté le 17 mars, il ne reprend pas l'idée, pourtant énoncée pendant son premier mandat, d'établir des quotas d'immigration.

Réfugiés : ce qu'en disent les candidats à la présidentielle

Valérie Pécresse, elle, veut en faire voter chaque année, par métiers et par pays. Mais elle ne précise pas si cette immigration choisie, tentée en vain sous Nicolas Sarkozy, doit porter sur les seuls étudiants et immigrés professionnels, comme en Suisse ou au Canada. Ou aussi sur les personnes qui migrent pour des raisons familiales ou pour demander l'asile. Ce qui serait juridiquement compliqué.

Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour saturent d'ailleurs le débat de propositions restrictives sur la suppression du droit du sol, le durcissement de l'asile et de l'accès des étrangers aux aides sociales, sur la facilitation des expulsions... Autant de mesures qui remettent en cause le droit existant et qu'ils veulent

soumettre à référendum.

→ **RETROUVEZ dès leur publication officielle les résultats de l'élection présidentielle 2022, commune par commune**

« La majorité des entrées migratoires sont des entrées légales garanties par le droit international : c'est le droit d'asile, le droit de vivre en famille, le droit d'épouser qui on veut, rappelle François Héran, titulaire de la chaire Migrations et sociétés au Collège de France. Il y a donc l'idée, présente depuis longtemps dans le programme de l'extrême droite et apparue dans celui de Sarkozy lors des primaires en 2016, que le droit international nous entrave et qu'il faut s'en débarrasser. Mais il ne suffit pas d'organiser un référendum pour avoir le droit de faire ce qu'on veut. »

Nathalie Birchem

(1) Auteur de On a tous un ami noir, Pluriel, 256 p. 9 €, mars 2022.

(2) Il n'y a pas de grand remplacement, Grasset, 140 p., 14 €, mars 2022.